

THE FILIALITY TRAP IN EVERYDAY CRIMINAL JUSTICE

Thomas BUOYE

This essay examines “everyday criminal justice” in the context of revisions to criminal provisions that required severe penalties when junior relatives committed offenses against their seniors. A prolific period of legislative activity, the eighteenth-century saw emperors issuing a flood of statutes (li 例) that constituted a “legislative turn” in Qing rule. Redefining criminal behavior and modifying judicial and sentencing procedures for capital crimes, legislation supported an emergent strategy of criminal deterrence based on certain and swift punishments regardless of the kinship or seniority relationships. The interplay of legal principles, complex judicial politics, and moral impediments inherent in a nascent policy of harsh deterrence were on full display in a case central to this essay, involving a young man, Jin Fenglong, who was complicit in the killing of his elder brother. Qing legislation did not repudiate bedrock ideological principles or eliminate legalized inequalities. Instead, it facilitated the exclusive discretionary power of the emperor and provided an avenue for mercy for complicity in the homicide of an elder brother when the younger brother acted on orders of his father. The focus on intentionality and circumstances of the crime paradoxically helped to open the avenue for clemency in a variety of offenses that involved kinship. Qing legislators willingly challenged the standard of due care based on mourning relationships sentencing. This emphasis on criminality over ideology was a hallmark of criminal deterrence in the eighteenth century.

LA JUSTICE CRIMINELLE AU QUOTIDIEN FACE AU PIÈGE DE LA PIÉTÉ FILIALE

Cet article examine la « justice criminelle au quotidien » dans le contexte des modifications apportées aux dispositions légales prévoyant des châtimens sévères pour les membres d'une famille coupables de crimes contre leurs aînés. Extrêmement actif en matière de législation, le XVIII^e siècle voit les empereurs promulguer un flot de lois secondaires (li 例) constituant un véritable « tournant législatif » sous le régime des Qing. Redéfinissant les comportements criminels et modifiant les procédures judiciaires et pénales pour les crimes capitaux, les nouvelles législations venaient à l'appui d'une stratégie émergente de dissuasion basée sur des châtimens immédiats et garantis, indépendants des relations de parenté ou de séniorité. Les effets réciproques des principes juridiques, de la complexité des négociations judiciaires et des complications morales inhérentes à la politique nouvelle de dissuasion sont en évidence dans l'affaire au centre de cette étude, qui concerne un jeune homme du nom de Jin Fenglong, complice dans l'assassinat de son frère aîné. La législation des Qing ne récusait pas les principes idéologiques de base et n'éliminait pas les inégalités inscrites dans la loi. Elle facilitait plutôt le pouvoir discrétionnaire exclusif de l'empereur et lui offrait la possibilité de manifester sa clémence envers un individu ayant participé à l'homicide de son frère aîné dès lors qu'il avait agi sur ordre de son père. L'accent mis sur l'intentionnalité et sur les circonstances entourant le crime ouvrait paradoxalement la voie à la mansuétude en ce qui concernait divers délits impliquant les relations de parenté. Le législateur sous les Qing défiait délibérément les normes de diligence requise fondées sur les relations de deuil et les sanctions associées. L'importance accordée de la sorte aux comportements criminels aux dépens de l'idéologie est caractéristique de la politique de dissuasion criminelle au XVIII^e siècle.